

Statistiques en bref

SCIENCE ET
TECHNOLOGIE

6/2006

Auteur
Simona FRANK

Contenu

Principaux résultats..... 1

Les dépenses de R&D de l'UE-25 stables à 1,90 % du PIB en 2004..... 2

En termes nominaux, les dépenses de R&D de l'UE-25 augmentaient de 2,7 % par an entre 2001 et 2004..... 2

La plupart des dépenses de R&D du secteur des entreprises concernaient l'industrie manufacturière..... 4

Place plus importante de la recherche appliquée dans l'UE-25 qu'aux États-Unis, au Japon et en Chine..... 5

Plus forte intensité de R&D de l'EEE dans la région de Braunschweig..... 5



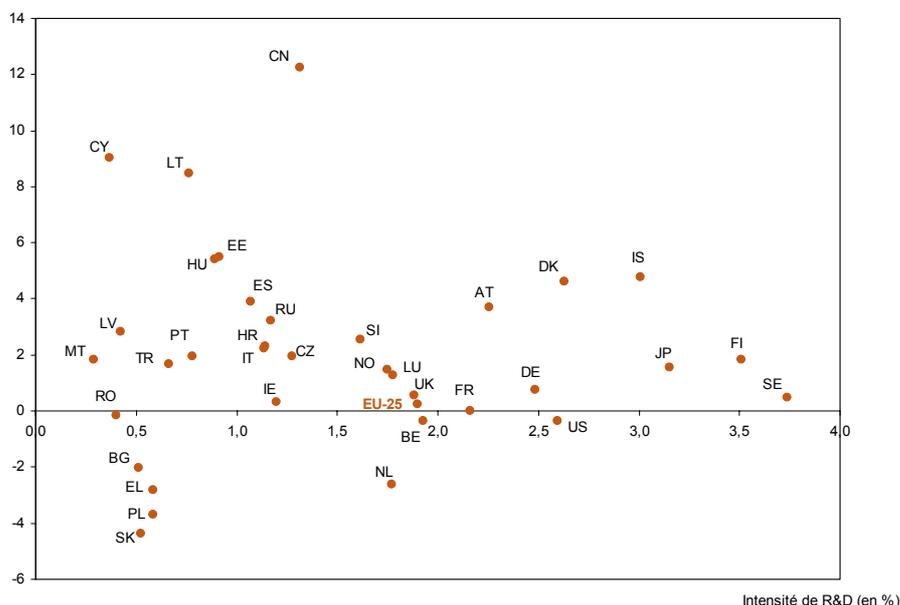
Fin de rédaction : 25.01.2006
Données extraites le : 8.12.2006
ISSN 1609-5987
Numéro de catalogue : KS-NS-06-006-FR-N
© Communautés européennes, 2006

Les dépenses de R&D en Europe

Données préliminaires :
dépenses de R&D dans l'UE-25 stables à 1,9%
du PIB en 2004

Graphique 1 : Intensité de R&D (dépenses de R&D en % du PIB) en 2004 et taux de croissance annuel moyen (TCAM) de l'intensité de R&D de 1999 à 2004

TCAM de l'intensité de R&D 1999-2004 (en %)



Source : Eurostat, OCDE

Intensité de R&D : dépenses de R&D en pourcentage du PIB

Exceptions à l'année de référence 2004 : IT, LU, PT, UK, NO, CN, JP et US.

Exceptions à la période de référence 1999-2004 : IT, PT, UK, NO, CN, JP et US : 1999-2003

MT : 2002-2004

LU : 2000-2003

HR : 2002-2003

Estimation d'Eurostat : UE-25. Estimations nationales : DE, AT, SI. Données provisoires : DK, FR, NL, EE, EL et CY. Prévisions : BE

Principaux résultats

En 2004, la recherche et développement (R&D) dans l'UE-25 a absorbé 1,90 % du PIB (quasiment 200 milliards d'euros). Les intensités de R&D les plus élevées, dépassant l'objectif de 3% en 2010 fixé lors du Sommet de Lisbonne de 2000, ont été observées en Suède (3,74 %), en Finlande (3,51 %) et en Islande (3,01 %).

En termes nominaux, les dépenses de R&D dans l'UE-25 ont enregistré une croissance de 2,7 % l'an entre 2001 et 2004.

La R&D était principalement financée par le secteur des entreprises avec 54% des fonds, contre 35% pour le secteur des administrations publiques.

Au sein du secteur des entreprises, c'est l'industrie manufacturière qui dépensait le plus pour la R&D, juste devant les services.

Dans l'UE-25, la proportion de dépenses de R&D consacrée à la recherche appliquée était élevée comparativement aux États-Unis, au Japon et la à Chine, pays dans lesquels les dépenses de R&D portaient davantage sur le développement expérimental.

En 2002, huit régions européennes ont enregistré une intensité de R&D supérieure à 3 %. La région allemande de Braunschweig (7,1 %) était en tête, suivie par la région finlandaise de Pohjois-Suomi (4,2 %).

Les dépenses de R&D de l'UE-25 stables à 1,90 % du PIB en 2004

En 2004, la R&D a absorbé 1,90 % du PIB de l'UE-25. Cette proportion est restée stable entre 1999 et 2004. L'intensité de R&D (c'est-à-dire les dépenses de R&D exprimées en % du PIB) a augmenté dans la majorité des États membres entre 1999 et 2004. Chypre et la Lettonie (de même que la Chine) se distinguaient plus particulièrement à cet égard avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) supérieur à 8 %. Toutefois, leur intensité de R&D restait bien inférieure au niveau des pays de tête de l'UE-25 : la Suède et la Finlande.

Seuls trois pays combinaient à la fois un niveau élevé d'intensité de R&D (plus de 2,2 %) et un fort TCAM (supérieur à 4 %) : l'Islande, le Danemark et l'Autriche.

La Suède (3,74 %), la Finlande (3,51 %), le Japon (3,15 %) et de l'Islande (3,01 %) avaient un niveau d'intensité de R&D supérieur à l'objectif de 3 % en 2010 fixé dans la Stratégie de Lisbonne. À l'exception de l'Islande, le TCAM de ces pays était faible, inférieur à 2 % entre 1999 et 2004.

En Allemagne, en France et au Royaume-Uni, les trois principaux États membres de l'UE-25 en termes de

dépenses absolues de R&D, l'intensité de R&D a augmenté de façon modérée au cours de la même période. Cette tendance était comparable à celle d'autres grandes économies. Si l'intensité de R&D a connu une croissance modérée au Japon, elle a légèrement diminué aux États-Unis.

Dans le secteur des entreprises en 2004, les intensités de R&D les plus élevées ont été observées dans les pays nordiques (tableau 1). La Finlande était en tête avec 2,75 %, précédant la Suède (2,46 %), le Danemark (1,81 %) et l'Allemagne (1,75 %).

Dans l'UE-25, l'intensité de R&D du secteur des entreprises s'élevait à 1,22 % en 2004. Par rapport aux autres grandes économies, l'UE-25 arrivait derrière le Japon (2,36 %) et les États-Unis (1,79 %), mais devant la Chine (0,82 %).

En termes nominaux, les dépenses de R&D de l'UE-25 augmentaient de 2,7 % par an entre 2001 et 2004

En 2004, l'UE-25 a consacré quasiment 200 milliards d'euros à la R&D, pour 250 milliards d'euros aux États-Unis, 120 milliards au Japon et 16 milliards en Chine (tableau 1).

Tableau 1 : Dépenses totales de R&D et dépenses de R&D des entreprises en millions d'euro et en pourcentage du PIB, 2001-2004

	Dépenses de R&D totales						Dépenses de R&D des entreprises						
	En millions d'euros			En % du PIB			En millions d'euros			En % du PIB			
	2001	2003	2004	2001	2003	2004	2001	2003	2004	2001	2003	2004	
EU25	180 175 s	188 600 s	195 042 sp	1.93 s	1.92 s	1.90 sp	117 066 s	120 581 s	125 172 sp	1.26 s	1.23 s	1.22 sp	EU25
BE	5 373	5 177	5 465 f	2.11	1.92	1.93 f	3 921	3 608	3 747 f	1.54	1.34	1.32 f	BE
CZ	832	1 013	1 100	1.22	1.26	1.28	501	618	701	0.74	0.77	0.81	CZ
DK	4 265 r	4 851 r	5 112 p	2.40	2.59 r	2.63 p	2 934	3 355 r	3 516 p	1.65	1.79 r	1.81 p	DK
DE	52 002	54 538	55 100 e	2.46	2.52	2.49 e	36 332	38 029	38 800 p	1.72	1.76	1.75	DE
EE	49	67	83 p	0.73	0.82	0.91 p	16	23	32 p	0.25	0.28	0.36 p	EE
EL	841	951 p	967 p	0.64	0.62 p	0.58 p	278	286 p	285 p	0.21	0.19 p	0.17 p	GR
ES	6 227	8 213	8 946	0.92	1.05	1.07	3 261	4 443	4 865	0.48	0.57	0.58	ES
FR	32 887	34 569	35 648 p	2.20	2.18	2.16 p	20 782	21 646	22 409 p	1.39	1.37	1.36 p	FR
IE	1 315	1 610 r	1 780 r	1.12	1.16 r	1.20 r	917	1 076	1 150 e	0.78	0.77	0.77 e	IE
IT	13 572	14 769	:	1.11	1.14	:	6 870	6 979	7 501 p	0.56	0.54	0.56 p	IT
CY	27	41	46 p	0.26	0.35	0.37 p	5	9	9 p	0.05	0.08	0.08 p	CY
LV	38	38	47	0.41	0.38	0.42	14	13	21	0.15	0.13	0.19	LV
LT	91	111	137	0.68	0.68	0.76	27	23	29	0.20	0.14	0.16	LT
LU	:	426	:	:	1.78	:	:	379	:	:	1.58	:	LU
HU	548	693	721	0.95	0.95	0.89	220	255	297	0.38	0.35	0.37	HU
MT	:	11	12 u	:	0.27	0.29 u	:	4 p	4 u	:	0.08 p	0.10 u	MT
NL	8 090	8 376	8 657 p	1.81	1.76	1.77 p	4 712	4 804	4 982 p	1.05	1.01	1.02 p	NL
AT	4 393	4 975 e	5 346 e	2.04	2.19 e	2.26 e	:	:	:	:	:	:	AT
PL	1 323	1 036	1 139	0.64	0.56	0.58	474	284	327	0.23	0.15	0.17	PL
PT	1 038	1 020	:	0.85	0.78	:	330	338	:	0.27	0.26	:	PT
SI	341	377 e	418 e	1.56	1.54 e	1.61 e	197	222 e	249 e	0.90	0.90 e	0.96 e	SI
SK	149	169	174	0.64	0.58	0.53	101	93	86	0.43	0.32	0.26	SK
FI	4 619	5 005	5 253	3.38	3.48	3.51	3 284	3 528	3 684	2.41	2.45	2.46	FI
SE	10 459	10 642	10 426	4.27	3.98	3.74	8 118	7 886	7 667	3.31	2.95	2.75	SE
UK	30 254	30 092	:	1.89	1.88	:	20 392	19 778	:	1.27	1.24	:	UK
IS	261	274	297	3.08	2.97	3.01	153	142	167	1.81	1.54	1.70	IS
NO	3 037	3 411	:	1.60	1.75	:	1 814	1 960	:	0.96	1.00	:	NO
EEA	183 473 s	192 285 s	199 014 sp	1.93 s	1.92 s	1.90 sp	119 034 s	122 683 s	127 519 sp	1.25 s	1.22 s	1.22 sp	EEA
CH	6 852	:	:	2.57	:	:	5 065	:	:	1.90	:	:	CH
BG	71	89	99	0.47	0.50	0.51	15	18	23	0.10	0.10	0.12	BG
HR	:	292	:	:	1.14	:	:	114	:	:	0.45	:	HR
RO	177	203	235	0.39	0.40	0.40	109	118	130	0.24	0.23	0.22	RO
TR	1 172	:	:	0.72	:	:	395	:	:	0.24	:	:	TR
CN	14 063	16 444	:	1.07	1.31	:	8 499	10 256	:	0.65	0.82	:	CN
JP	143 015	119 748	:	3.07	3.15	:	105 364	89 783	:	2.26	2.36	:	JP
RU	4 025	4 899 r	5 473	1.18	1.29 r	1.17	2 829	3 353	3 780	0.83	0.88	0.81	RU
US	306 786	251 577 p	:	2.71	2.59 p	:	223 900	173 366 p	:	1.98	1.79 p	:	US

Source : Eurostat, OCDE

Exception à l'année de référence 2003: Total des secteurs et secteurs des entreprises: 2000: CH UE-25 et EEA: estimations Eurostat

HU - Total des secteurs - 2003 & 2004: y compris les dépenses non allouées à des unités de R&D
LU - Total des secteurs - 2003: y compris les données 2001 pour l'enseignement supérieur.
US: à l'exclusion de la majeure partie ou de la totalité des dépenses en capital

Plus de 60 % du total des dépenses de R&D étaient le fait de trois pays de l'UE : l'Allemagne (55 milliards d'euros), la France (36 milliards) et le Royaume-Uni (30 milliards). Le montant total des dépenses de R&D de ces pays est resté relativement stable au cours de la période 2001-2004, croissant modérément en termes nominaux en Allemagne et en France, moins de 3 %, et enregistrant une faible baisse au Royaume-Uni. Les hausses les plus importantes en termes nominaux étaient observées en Estonie (19 %), à Chypre (18 %), en Lituanie (14 %) et en Espagne (13 %).

En termes réels, les dépenses de R&D de l'UE-25 ont augmenté de 1,3 % au cours de la même période. Au niveau national, les taux de croissance les plus élevés étaient observés en Estonie (16%), à Chypre (15%) et en Lituanie (12%).

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni étaient également les pays qui octroyaient le plus de fonds à la R&D dans le secteur de l'enseignement supérieur, respectivement 39, 22 et 20 milliards d'euros. Ces trois pays étaient à l'origine de plus de 65 % des dépenses de R&D de l'UE-25 imputables au secteur de l'enseignement supérieur. Les plus fortes augmentations des dépenses de R&D en termes nominaux de ce secteur étaient observées dans des petites économies, à savoir l'Estonie (25 %), Chypre (21 %), Malte (20 %) et la Lettonie (15 %).

Dans l'UE-25, le poids relatif des différentes sources de financement de la R&D est resté inchangé en 2004 par rapport à l'année précédente. C'est toujours le secteur des entreprises qui contribuait le plus avec 54 % du total; toutefois ce pourcentage était sensiblement inférieur à celui observé au Japon (75 %), aux États-Unis (63 %) et en Chine (60 %). Le secteur des administrations publiques venait en seconde position, prenant à sa charge 35 % des dépenses de R&D de l'UE-25, pour 31 % en Chine, 30 % aux États-Unis et seulement 18 % au Japon. Dans toutes les grandes économies, le financement par l'étranger était mineur, moins de 2 %, excepté dans l'UE-25 où il atteignait 9 % (tableau 2).

La structure du financement de la R&D était bien plus disparate entre les 25 États membres de l'UE. Le secteur des entreprises prédominait mais, dans 11 pays, dont la plupart de nouveaux États membres, les fonds publics constituaient la principale source de financement des activités de R&D en 2003. Le financement du secteur des entreprises était particulièrement élevé dans trois pays, à savoir le Luxembourg, la Finlande et l'Allemagne lesquels atteignaient déjà le second objectif du Sommet de Lisbonne visant à un financement des dépenses de R&D par le secteur des entreprises à hauteur des deux tiers du total.

Tableau 2 : Dépenses totales de R&D et dépenses de R&D des entreprises par source de financement, 2003, en milliards d'euros et en % du total

Origine des fonds	Dépenses totales de R&D					Dépenses de R&D des entreprises					Origine des fonds
	Total En millions d'euros	Entreprises	Administra- tions publiques	Autres sources nationales	Étranger	Entreprises	Administra- tions publiques	Autres sources nationales	Étranger	Total En millions d'euros	
EU25	188 600 s	54 s	35 s	2,3 s	9 s	81 s	8 s	0,0 s	11 s	120 581 s	EU25
BE	5 177	60	22	5,1	13	82	5	0,0	13	3 608	BE
CZ	1 013	51	42	2	5	81	12	1,6	5	618	CZ
DK	4 944	61	27	2,7	10	87	2	0,0	11	3 449	DK
DE	54 538	66	31	0,3	2	92	6	0,1	2	38 029	DE
EE	67	33	49	3,3	15	87	6	0,1	7	23	EE
EL	951	31	47	3,8	18	89	4	0,1	8	286	GR
ES	8 213	48	40	5,8	6	83	11	0,2	5	4 443	ES
FR	34 569	51	35	6,3	8	78	11	0,1	10	21 646	FR
IE	1 623	59	29	2,8	9	87	3	0,5	9	1 076	IE
IT	9 779	43	51	:	6	76	14	0,1	10	6 979	IT
CY	41	20	60	6	14	88	2	0	10	9	CY
LV	38	33	46	0	20	64	16	0	20	13	LV
LT	111	17	65	5	14	54	10	:	36	23	LT
LU	426 p	80 p	11 p	0	8 p	89 p	3 p	0	8 p	379 p	LU
HU	693	31	58	0,4	11	71	6	0,3	22	255	HU
MT	12	19	60	0	22	75	17	0	8	3	MT
NL	8 376	51	37	1	11	81	4	0	15	4 804	NL
AT	4 975 e	44 e	35 e	0	21 e	64	6	0	30	3 131	AT
PL	1 036	30	63	2,4	5	83	15	0,3	1	284	PL
PT	1 020	32	60	3	5	89	5	0	5	338	PT
SI	377 e	59 e	35 e	1,4 e	4 e	93 e	5 e	0,1 e	2 e	222 e	SI
SK	169	45	51	1	3	75	22	1	2	93	SK
FI	5 005	70	26	1,1	3	96	3	0,1	1	3 528	FI
SE	10 642	65	23	4,3	7	86	6	0,2	8	7 886	SE
UK	30 092	44	31	5,4	19	63	11	0,0	26	19 778	UK
IS	274	44	40	1,5	14	77	4	0,0	20	142	IS
NO	3 411	49	42	1,5	7	81	10	0,0	9	1 960	NO
EEA	191 907 s	54 s	35 s	2 s	9 s	81 s	8 s	0,1 s	10 s	122 683 s	EEA
CH	6 852	69	23	3	4	91	2	1	6	5 065	CH
BG	89	27	67	1	6	98	0	0	1	18	BG
HR	292	42	56	0	2	96	2	0	3	114	HR
RO	203	45	48	1,5	5	67	28	0,3	4	118	RO
TR	1 280	41	51	7	1	94	3	1	2	367	TR
CN	16 444	60	30	8	2	87	5	5	3	10 256	CN
JP	119 748 e	75	18 e	7 e	0	98	1	1	0	89 783	JP
RU	4 899	31	60	0,6	9	38	52	0,2	10	3 353	RU
US	251 577 p	63 p	31 p	6 p	:	90 p	10 p	0	:	173 366 p	US

Source: Eurostat, OCDE

Exceptions à l'année de référence 2003:

Tous les secteurs: 2002: MT et TR; 1996: IT

Entreprises: 2002: AT, MT et TR. US: à l'exclusion de la majeure partie ou de la totalité des dépenses en capital.

UE-25 et EEE: estimations Eurostat. Autres sources nationales: enseignement supérieur et institutions privées sans but lucratif.

Le secteur des entreprises joue un rôle majeur dans le financement de ses propres dépenses de R&D. Dans l'UE-25, 81 % de ces dépenses ont été autofinancées par les entreprises en 2003 (tableau 2). Au Japon, les entreprises finançaient pratiquement la totalité de leurs dépenses de R&D (98 %). Les niveaux observés aux États-Unis et en Chine étaient respectivement à 90% et 87 %.

Dans l'UE, c'est en Finlande (96 %), en Slovaquie (93 %) et en Allemagne (91 %) que l'autofinancement des dépenses de R&D par les entreprises était le plus élevé. En règle générale, des pourcentages très élevés proches de la moyenne communautaire étaient observés dans la plupart des États membres, la proportion tombant sous les 70 % dans quatre pays seulement : la Lettonie et l'Autriche (64 %), le Royaume-Uni (63 %) et la Lituanie (54 %). Dans ces quatre pays, le faible taux de financement de la R&D par les entreprises était compensé par un apport de fonds élevé en provenance de l'étranger comparativement aux autres États membres. Le pourcentage le plus élevé de fonds provenant de l'étranger était observé en Lituanie (36 %). Ce pourcentage était également supérieur à un quart du total dans les trois autres pays. La participation des administrations publiques au financement de la R&D des entreprises était mineure dans l'UE-25. Cependant, elle n'était pas négligeable en Slovaquie (22 %), à Malte (17 %) et en Lettonie (16 %).

La plupart des dépenses de R&D du secteur des entreprises concernaient l'industrie manufacturière

Le secteur manufacturier était le principal bénéficiaire des dépenses de R&D effectuées par les entreprises. La proportion de dépenses de R&D dans le secteur manufacturier variait fortement d'un pays à l'autre, allant de 28 % en Islande à 91% en Allemagne en 2003. Trois des cinq pays de l'UE qui se situaient parmi les cinq premiers en termes d'intensité de R&D étaient également parmi les cinq dont les dépenses de R&D en faveur du secteur manufacturier étaient les plus importantes. Il s'agit de la Suède, de la Finlande et de l'Allemagne (tableau 3).

La part des dépenses de R&D dans le secteur des services fluctuait dans une fourchette comprise entre 9 % en Allemagne et 70 % en Islande. Dans la plupart des pays, le secteur des services n'avait qu'une importance secondaire en matière de dépenses de R&D en comparaison avec le secteur manufacturier. En 2003, le secteur des services a reçu 9 % du total des dépenses de R&D en Allemagne, 21 % au Royaume-Uni et 25 % en Italie.

Les dépenses de R&D dans les autres secteurs de l'économie ne représentaient jamais plus de 8 % du total dans tous les pays, à l'exception du secteur de l'agriculture, de la chasse et de la sylviculture en Roumanie. Les industries extractives de ce pays recevaient également 8 % des dépenses de R&D, tandis qu'en Lituanie, le plus haut pourcentage de dépenses de R&D en faveur des autres secteurs de l'économie concernait l'électricité (7 %).

Tableau 3: Dépenses de R&D par activité économique choisie (NACE), secteur des entreprises, 2003, en millions d'euros

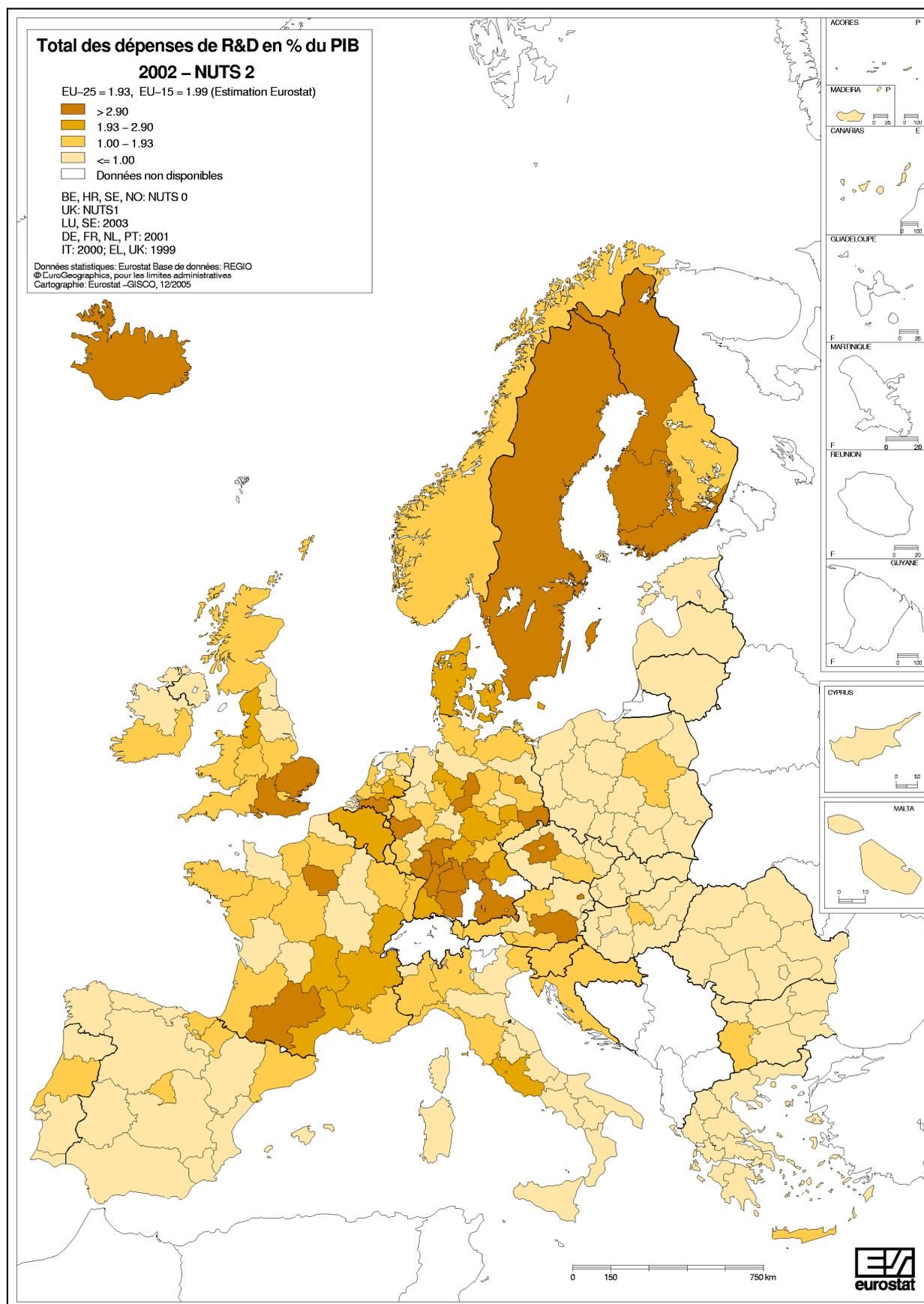
	Dépenses de R&D des entreprises – en millions of Euro						
	Agriculture, chasse et sylviculture	Industries extractives	Industrie manufacturière	Électricité, gaz et eau	Construction	Services	Total
EU25	:	:	79 595 s	:	:	18 183 s	120 581 s
BE	46	6	2 834	26	57	638	3 608
CZ	2	1	393	0	8	214	618
DK	:	:	2 044	:	11	1 388	3 449
DE	72	25	34 581	81	30	3 239	38 029
EE	:	:	10	:	1	12	23
EL	1	2	188	0	1	94	286
ES	30	14	2 375	56	70	1 898	4 443
IE	3	0	667	0	0	406	1 076
IT	:	26	5 150	34	14	1 755	6 979
CY	0	:	4	0	0	5	9
LV	:	:	4	:	0	9	13
LT	:	1	14	2	:	7	23
LU	:	:	179	0	:	200	379
HU	5	0	196	2	1	51	255
MT	:	0	2	0	0	0	3
NL	68	95	3 750	24	29	840	4 804
AT	2	3	2 273	14	12	828	3 131
PL	9	12	194	2	18	48	284
PT	1	1	151	3	4	179	338
SI	0 e	6 e	192 e	0 e	0 e	25 e	222 e
SK	2	0	37	:	:	54	93
FI	1	6	2 800	8	41	672	3 528
SE	23	7	6 336	54	:	1 466	7 886
UK	174	81	15 224	99	44	4 156	19 778
IS	3	0	40	1	1	96	141
NO	42	111	890	7	31	878	1 960
CH	:	:	3 935	:	10	1 120	5 065
BG	0	0	9	0	0	9	18
HR	4	:	10	0	3	97	114
RO	17	9	73	3	1	15	118
TR	3	1	318	3	0	43	367
RU	4	11	216	:	0	2 945	3 176

Source: Eurostat

Exceptions à l'année de référence 2003: MT, AT, CH, TR et RU: 2002

UE-25: estimation d'Eurostat; n'inclut pas FR; données 2002 MT et AT

Carte 1: Dépenses totales de R&D en % du PIB au niveau NUTS 2 en 2002



➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT – R&D

• Définition

La recherche et le développement expérimental - R&D - englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

• Classifications institutionnelles

Les dépenses de R&D sont ventilées en quatre secteurs institutionnels dans lesquels s'accomplissent les activités de R&D : le secteur des entreprises, le secteur des administrations publiques, le secteur de l'enseignement supérieur et le secteur des institutions privées sans but lucratif.

Le secteur des entreprises

En ce qui concerne la R&D, le secteur des entreprises comprend tous les organismes, firmes et institutions dont l'activité première est la production marchande de biens ou de services (autres que d'enseignement supérieur) en vue de leur vente au public à un prix qui correspond à la réalité économique et les institutions privées sans but lucratif principalement au service de ces entreprises - Manuel de Frascati, § 163.

Le secteur des administrations publiques

Dans le domaine de la R&D, le secteur des administrations publiques comprend tous les ministères, bureaux et autres organismes qui fournissent, sans normalement les vendre, des services collectifs autres que l'enseignement supérieur qu'il n'est pas possible d'assurer de façon pratique et économique par d'autres moyens et qui, de surcroît, administrent les affaires publiques et appliquent la politique économique et sociale de la collectivité (les entreprises publiques sont comprises dans le secteur des entreprises), ainsi que les ISBL contrôlées et principalement financées par les administrations publiques - Manuel de Frascati, § 184.

Le secteur de l'enseignement supérieur

Ce secteur comprend tous les instituts de technologie, universités, grandes écoles et autres établissements postsecondaires, quels que soient l'origine de leurs ressources financières et leurs statuts juridiques. Il comprend également tous les instituts de recherche, les stations d'essais et les cliniques qui travaillent sous le contrôle direct des établissements d'enseignement supérieur ou qui sont administrés par ces derniers ou leur sont associés - Manuel de Frascati, § 206.

Le secteur des institutions privées sans but lucratif

Ce secteur couvre les institutions privées sans but lucratif non marchandes au service des ménages (c'est-à-dire du public), ainsi que les simples particuliers ou les ménages - Manuel de Frascati, § 194.

• Indicateurs de R&D : les dépenses de R&D

EUR courants

Les mesures en EUR courants sont obtenues pour la zone euro en recalculant l'ancienne monnaie nationale sur base du taux de change fixe puis en lui appliquant le taux de change moyen pour l'année en question. De ce fait, les valeurs pour les pays de la zone apparaissant dans les tableaux en monnaie nationale diffèrent de celles en EUR courants pour les années antérieures à 1999 (2001 pour la Grèce). Pour les pays ne faisant pas partie de la zone euro, la mesure en EUR courants est obtenue en appliquant directement le taux de change moyen pour l'année en question.

Dépenses de R&D en termes réels

Les dépenses de R&D en termes réels sont calculées à partir des dépenses en millions de standards de pouvoir d'achat (SPA) constants de 1995 et avec des prix constants de 1995. Le SPA est une monnaie artificielle qui reflète les différences entre les niveaux de prix nationaux qui ne sont pas prises en compte par les taux de change. Les agrégats en SPA sont obtenus en divisant les agrégats à prix courants par les taux de change en SPA correspondants.

Intensité de R&D et PIB

L'intensité de R&D correspond aux dépenses de R&D exprimées en pourcentage du PIB. Elle est égale au rapport des dépenses de R&D en euros courants pour les secteurs et les années concernées sur le PIB.

Au niveau national, le PIB utilisé pour le calcul de l'intensité de R&D correspond au tableau "a_gdp_c" de NewCronos, tandis qu'au niveau régional, il s'agit du tableau « e2gdp95 ».

En termes de séries chronologiques, les données du PIB régional pour 2003 ne seront disponibles qu'en 2006, de sorte que l'intensité régionale de la R&D n'est disponible que pour l'année de référence 2002.

Ces deux tableaux du PIB ont été publiés le 28/08/2005.

Eurostat a commencé à allouer les SIFIM dans les agrégats européens annuels à partir de la première publication régulière du 30 novembre 2005. Avant cette date, les SIFIM n'étaient pas alloués dans les agrégats zone euro et UE25. En conséquence, les agrégats européens du PIB ne correspondaient pas à la somme des données publiées pour les États membres.

Agrégats européens

Pour les dépenses de R&D, les totaux UE sont égaux à la somme des données nationales pour chaque secteur institutionnel. Lorsque des données nationales font défaut, des estimations sont calculées pour le(s) pays en question et la période de référence, le secteur institutionnel ou la variable de R&D pertinente, selon le cas.

Dépenses de R&D par origine des fonds

Les fonds de R&D proviennent de cinq sources : entreprises, administrations publiques, enseignement supérieur, institutions sans but lucratif et étranger.

Dépenses de R&D des entreprises par catégorie de la NACE

La faible part des services observée pour certains pays s'explique par la couverture limitée de ce secteur lors des enquêtes sur la R&D ainsi que par les difficultés de mesure rencontrées pour ce secteur.

Dépenses de R&D par type d'activité

La classification comporte la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental - Manuel de Frascati, § 238-256.

NOMENCLATURE DES UNITES TERRITORIALES STATISTIQUES — NUTS

La NUTS est une nomenclature hiérarchique à cinq niveaux, trois régionaux et deux locaux. La NUTS subdivise chaque État membre en un certain nombre de régions NUTS 1, chacune étant elle-même subdivisée en un certain nombre de régions NUTS 2 et ainsi de suite. Version actuelle : 2003.

SOURCES

États-Unis, Japon et Chine : OCDE, *Principaux indicateurs de la science et de la technologie* – MSTI 2005/1.

ABREVIATIONS

EEE : Espace économique européen

TCAM : taux de croissance annuel moyen (%)

TCA : taux de croissance annuel (%)

Formules : $TCAM_{T, T-n} = [(X_T/X_{T-n})^{1/n} - 1] \times 100$

$TCA_{T, T-1} = [(X_T/X_{T-1}) - 1] \times 100$

où X = valeur, T = temps, n = période

p valeur provisoire

e valeur estimée

s estimation d'Eurostat

r valeur révisée

f prévision

b rupture dans la série

: non disponible

MANUELS DE REFERENCE

• *Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental* — Manuel de Frascati, OCDE, 2002.

• *La dimension régionale des statistiques de la R&D et de l'innovation* — Manuel régional, Commission européenne, 1996.

DISPONIBILITE DES DONNEES

Les chiffres de la présente publication sont ceux disponibles au 8 décembre 2005 dans la base de données de référence d'Eurostat.

Pour en savoir plus:

Données: [Site Web EUROSTAT/page d'accueil/Science et technologie/Données](#)



Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/017
L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408
Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations précises sur ce réseau de centres d'appui:
www.europa.eu.int/comm/eurostat/

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier
L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.eu.int>
E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int

Le présent document a été produit en collaboration avec Christophe Zerr.